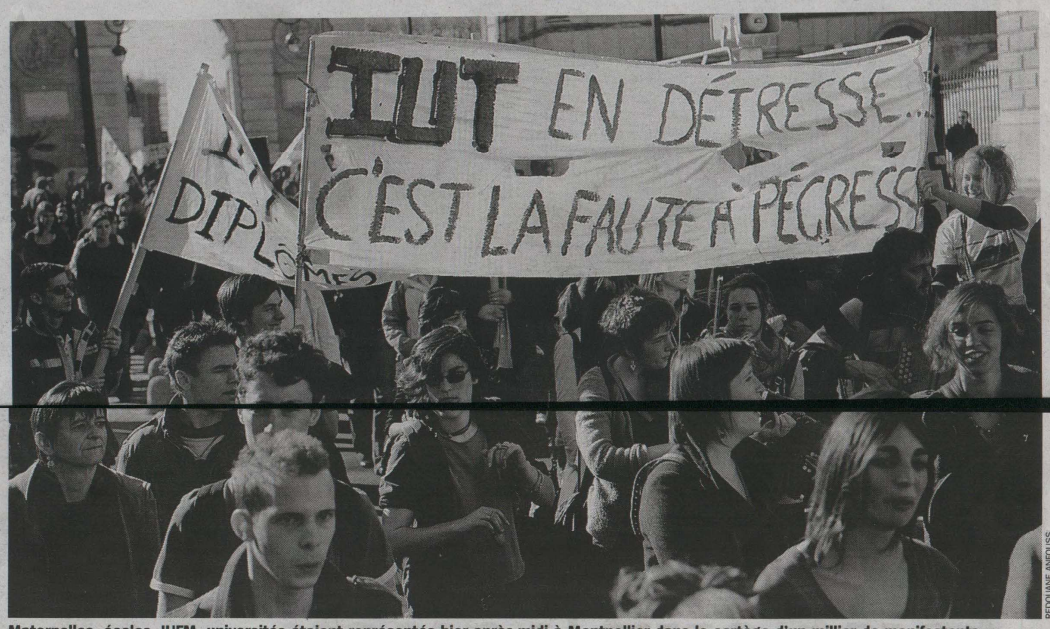
Education. Un millier d'enseignants, parents et étudiants ont défilé hier à Montpellier contre la casse du service public. Une répétition convaincante du rendez-vous interpro de jeudi prochain.

De la maternelle à la fac, le 19 mars dans les têtes

n De la maternelle à l'université. Le front de contestation de la politique du gouvernement se fait chaque jour un peu plus entendre. Un peu plus pressant. Comme si parents, professeurs, enseignants, chercheurs et étudiants, mobilisés hier encore à Montpellier contre le démantèlement du service public de l'éducation, unissaient leurs forces pour pousser toujours plus le ministère dans ses retranchements. Histoire qu'il se trouve au plus près du mur dans une semaine. Car depuis plusieurs jours, c'est clair : le rendez-vous social interprofessionnel et intersyndical du 19 mars est gravé dans toutes les têtes. *« C'est une date clé dans la mobilisation qui dépasse le cadre de l'éducation. A nous d'en faire une réussite »*, pose Tina Biard qui veut transformer l'essai du 29 janvier. *« Les pseudo annonces du gouvernement montrent qu'il est fragilisé. Si le 19 mars est massif, il ne pourra pas rester sourd aux attentes de la majorité de la population que ses réformes ignorent »*, assure la présidente de l'Unef Montpellier.



REDOUANE ANFOUSS

Maternelles, écoles, IUFM, universités étaient représentés hier après-midi à Montpellier dans le cortège d'un millier de manifestants.

« L'école n'a pas de prix, elle a des valeurs »

A l'image de l'étudiante mobilisée, un millier de personnes dont 300 parents ont une nouvelle fois défilé hier après-midi dans les rues de Montpellier, auréolées de drapeaux et slogans sans équivoque : « L'école n'a pas de prix, elle a des valeurs ». Parties de l'IUFM en grève, les troupes, gonflant au fil de la marche sous un soleil printanier, ont gagné le rectorat où une délégation syndicale a été reçue et des lettres de désobéissance ont été déposées. Si l'appel est venu des syndicats du Supérieur, le cortège respire d'une diversité bien plus large. *« On s'approche de la mort de l'institut tuteur de la république »*, craint Bastien Cazals, venu *« tout naturellement »* soutenir le mouvement en cette journée nationale de la désobéissance. *« Le ministère n'annonce pas qu'il veut supprimer la maternelle mais ses propos provocateurs, ses tentatives de dénigrement ne trompent pas »*, estime le directeur de l'école maternelle de Saint-Jean de Védas qui, en refusant d'organiser l'aide personnalisée, avait été l'un des premiers à *« désobéir par devoir »*, comme le rappelle sa pancarte.

Pas essoufflés par leur action de la semaine dernière, les stagiaires et formateurs de l'IUFM sont aussi présents. Pour la plupart remontés bien au-delà d'un projet de masterisation qui promet d'envoyer la formation professionnelle des maîtres aux oubliettes. *« Face aux attaques tout azimuts, on doit faire dénominateur commun »*, souhaite Michel Paris, du collectif IUFM de Montpellier. Et le formateur de lister quelques uns des motifs de la colère : la disparition de la carte scolaire, les suppressions de postes, l'appauvrissement des programmes, la multiplication des contrats précaires, la casse du statut des enseignants ou encore la mort des Rased.

Autant de raisons de croire à la convergence des luttes qui se fait tant attendre. *« C'est aujourd'hui un premier signe »*, positive Martine Granier, enseignante à l'IUT mis en péril par la LRU. *« Les gens sont conscients de la globalité des attaques. Mais face à la crise et à une gauche en difficulté, ils doutent de l'existence d'une alternative »*, avance François Got (Fsu) comme hypothèse de frein à la convergence. Sans pour autant se faire défaitiste. *« Toutes les raisons sont réunies pour y aller »*. Alors, qu'est-ce qu'on attend ?

REMY COUGNENC

En bref

Tina Biard : « Si le 19 mars est massif, Sarkozy ne pourra pas rester sourd aux attentes de la majorité de la population que ses réformes ignorent »

1000

professeurs, personnels, parents et étudiants ont encore défilé hier à Montpellier contre les réformes qui visent à « précariser en vue de privatiser » le service public de l'éducation. De bon augure avant le 19 mars.

Bastien Cazals : « Le ministère n'annonce pas qu'il veut supprimer la maternelle mais ses tentatives de dénigrement ne trompent pas ».

A Montpellier, étudiants et personnels toujours dans le mouv'

■ C'est à croire qu'ils sont inépuisables. Après cinq semaines et demi d'intense mobilisation à coups d'assemblées générales (AG), de manifs et d'action en tout genre*, les étudiants et personnels des universités de Montpellier II et III étaient encore de la partie hier après-midi. Mieux, à midi, soit tout juste une demi-journée après la manif de nuit (23h) qui avait emmené la veille 500 grévistes dans les rues de la ville, un pique-nique était organisé sur la Comédie.

De quoi fatiguer le plus volontaire des journalistes et faire surtout passer le message des universitaires. « Il existe un vrai ras-le-bol, un malaise des étudiants face à l'immobilisme du gouvernement à répondre à leurs attentes par des mesures concrètes », assure Tina Biard (Unef) qui souhaite que le climat des prochaines AG s'apaise. « Il faut dépasser la question du blocage qui cristallise le débat », souhaite-elle. « Si l'on veut continuer à construire le rapport de forces, les anti-blocage ne doivent pas être stigmatisés. D'autant qu'ils sont le plus souvent favorables au mouvement ». Depuis plus d'une semaine, l'université Paul Valéry est bloquée par les grévistes et très peu de cours se tiennent.

Contrairement à Montpellier II où l'on envisage un arrêt des cours en laissant le libre accès au campus, en début de semaine prochaine, en vue du 19 mars. C'est ce que pourraient décider aujourd'hui les AG des personnels (10h) et étudiants (14h) de Sciences. En Lettres, la réunion du jour (12h) devrait davantage s'articuler autour des prochaines actions à mettre en œuvre. La paralysie de Paul Valéry ayant été votée mardi pour une semaine par 504 voix pour, 458 contre et 121 abstentions.

R.C

◢ ** Une conférence débat sur le thème : « Faut-il supprimer le juge d'instruction ? » sera tiendra lundi 16 mars à la fac de droit (bât 1, amphi B) avec le prof de droit Dominique Rousseau.*